

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2019/15097]

20 FEVRIER 2019. — Circulaire n° 669 - Information relative au monitoring fédéral du risque de dépassement des crédits de personnel en 2019 et 2020 et aux enveloppes de personnel 2019 et 2020

Aux services publics fédéraux, aux services publics fédéraux de programmation, aux organismes administratifs publics et services administratifs à comptabilité autonome, aux institutions publiques de sécurité sociale, aux corps spéciaux

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,
Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Madame l'Administratrice générale,
Monsieur l'Administrateur général,

1. Contexte

Le Conseil des Ministres du 15 octobre 2014 a chargé les SPF P&O et B&Cg, intégrés depuis le 1^{er} mars 2017 au nouvel SPF BOSA, d'organiser un monitoring obligatoire pour toute la fonction publique fédérale (y compris les corps spéciaux, les OIP et les IPSS).

La présente circulaire donne des informations relatives au monitoring du risque de dépassement des crédits de personnel en 2019 et 2020 et fixe les enveloppes budgétaires de personnel 2019 et leur préfiguration pour 2020.

Les principes établis dans la circulaire n° 659 sont maintenus et repris dans la présente circulaire. Ils sont complétés par les mesures spécifiques suivantes :

- le monitoring du risque est organisé deux fois en 2019, à savoir une première fois sur la base des données de mai et une deuxième fois sur la base des données de décembre. Le monitoring de décembre comprend également un rapport sur les réalisations en 2019;

- les entités soumises au monitoring sont regroupées dans des groupes en fonction de l'instance qui produit le rapport de monitoring;

- pour les enveloppes de personnel des SPF et SPP les KPI sont calculés, comme c'était le cas jusqu'à présent, à partir de la plate-forme Sepp par la DG Recrutement & Développement du SPF BOSA. Il s'agit des enveloppes dépenses primaires (crédits sur les BA 11xx03 et 11xx04) pour lesquelles la plate-forme Sepp dispose des données de paie complètes via Fedcom et Persopoint;

- pour les organismes administratifs publics et services administratifs à comptabilité autonome les KPI 1a et 1b sont calculés par la DG Budget et Evaluation de la Politique du SPF BOSA;

- les institutions publiques de sécurité sociale, la Police fédérale et la Défense sont elles-mêmes responsables de la production du rapport de monitoring du risque;

- la Task Force reçoit et coordonne les différents rapports de monitoring et assure leur envoi aux instances concernées.

2. Task Force Monitoring de personnel

Une Task Force Monitoring de personnel est établie auprès du SPF BOSA, dans laquelle siègent des représentants du Ministre du Budget, du Ministre de la Fonction publique et du SPF BOSA.

Cette Task Force est chargée de suivre l'évolution des dépenses et des crédits de personnel et d'établir et valider la méthodologie en la matière.

Elle reçoit et coordonne les différents rapports de monitoring du risque et les communique pour information aux instances suivantes :

- le Conseil des Ministres;
- le Collège des présidents des services publics fédéraux et de programmation;
- le Collège des institutions publiques de sécurité sociale;
- le Collège étendu des organismes d'intérêt public;
- le Chef de Corps de l'Inspection des Finances;
- le Commissaire général de la Police fédérale;
- le Chef de la Défense.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2019/15097]

20 FEBRUARI 2019. — Omzendbrief nr. 669 - Informatie inzake de federale monitoring van het risico op overschrijding van de personeelskredieten in 2019 en 2020 en de personeels-enveloppes 2019 en 2020

Aan de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, de administratieve openbare instellingen en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie, de openbare instellingen van de sociale zekerheid, de bijzondere korpsen.

Mevrouw de Minister,
Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Voorzitter,
Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Administrateur-generaal,
Mijnheer de Administrateur-generaal,

1. Context

De Ministerraad van 15 oktober 2014 heeft aan de FODs P&O en B&B, die sedert 1 maart 2017 geïntegreerd zijn in de nieuwe FOD BOSA, de opdracht gegeven een verplichte monitoring voor het gehele federaal openbaar ambt (met inbegrip van de bijzondere korpsen, de ION en de OISZ) te organiseren.

Deze omzendbrief geeft informatie aangaande de monitoring van het risico op overschrijding van de kredieten in 2019 en 2020 en legt de budgettaire personeels-enveloppes 2019 en hun prefiguratie voor 2020 vast.

De principes vastgelegd in de omzendbrief nr. 659 worden gehandhaafd en in deze omzendbrief hernomen. Zij worden aangevuld met volgende specifieke maatregelen :

- de monitoring van het risico wordt in 2019 tweemaal georganiseerd nl. een eerste maal op basis van de gegevens van mei en een tweede maal op basis van de gegevens van december. De monitoring van december omvat tevens een rapportering over de realisaties van 2019;

- de entiteiten onderworpen aan de monitoring worden in groepen ingedeeld in functie van de producent van het monitoringrapport;

- voor de personeels-enveloppes van de FODs en PODs worden de KPI's, zoals tot nu toe het geval was, geproduceerd op basis van het Sepp-platform door het DG Rekrutering & Ontwikkeling van de FOD BOSA. Het betreft de enveloppes primaire uitgaven (kredieten op de BA 11xx03 en 11xx04) waarvoor het Sepp-platform over de volledige betaalgegevens beschikt via Persopoint en Fedcom;

- voor de administratieve openbare instellingen en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden de KPI's 1a en 1b berekend door het DG Begroting en Beleids-evaluatie van de FOD BOSA;

- de openbare instellingen van sociale zekerheid, de Federale politie en Defensie staan zelf in voor de productie van het rapport van monitoring van het risico;

- de Taskforce ontvangt en coördineert de verschillende monitoring-rapporten en verzekert hun toezending naar de betrokken actoren.

2. Taskforce Personeelsmonitoring

Bij de FOD BOSA wordt een Taskforce Personeelsmonitoring opgericht waarin vertegenwoordigers van de Minister van Begroting, de Minister van Ambtenarenzaken en de FOD BOSA zetelen.

Deze Taskforce is belast met de opvolging van de evolutie van de personeelsuitgaven en -kredieten en de opmaak en validatie van de methodologie dienaangaande.

Hij ontvangt en coördineert de verschillende rapporten van monitoring van het risico en maakt ze ter informatie over aan :

- de Ministerraad;
- het College van voorzitters van de federale en programmatorische overheidsdiensten;
- het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid;
- het uitgebreid College van de instellingen van openbaar nut;
- de Korpschef van de Inspectie van Financiën;
- de Commissaris-generaal van de Federale Politie;
- de Chef van Defensie.

3. Principes de base d'une analyse du risque

- Le monitoring du risque de dépassement des crédits de personnel est un processus continu de contrôle interne dans chaque entité fédérale.

- La Task Force effectue le suivi de la qualité du monitoring et peut demander à chaque entité de lui communiquer les données sur la base desquelles le risque est calculé.

- Chaque entité est tenue d'évaluer le risque, selon un rythme fixé, conformément à la méthodologie définie dans la circulaire 670 pour une projection fiable des charges. L'évaluation est réalisée sur la base des mois de référence indiqués.

- La base de la méthodologie doit reposer sur une analyse des données de paie individuelles, éventuellement agrégées, et sur la détection des événements connus ou prévus qui modifient la situation individuelle d'un paiement.

- Chaque ordonnateur et chaque responsable opérationnel est strictement tenu d'évaluer préalablement le risque de dépassement de chaque décision générant un impact structurel sur les frais de personnel et pour laquelle il est habilité à engager l'État.

- L'inspecteur des Finances, le commissaire du gouvernement, le commissaire du gouvernement du budget (IPSS) ou le délégué du ministre du budget vérifie le risque évalué par le service avant de remettre un avis sur les mesures RH.

- Toute mesure RH doit s'inscrire dans les limites du plan de personnel, qui doit toujours être approuvé par l'Autorité compétente. C'est au moment de chaque mise en œuvre du plan de personnel qu'a lieu l'examen de la disponibilité de moyens budgétaires suffisants. Il n'est donc pas nécessaire d'élaborer un plan de personnel chaque année mais seulement lorsqu'on envisage des mesures non prévues dans le dernier plan approuvé.

4. KPI pour l'analyse du risque

Le risque de dépassement est évalué à l'aide des indicateurs de base et KPI suivants :

Indicateurs de base :

- le nombre d'ETP par mois

- l'évolution du nombre d'ETP sur 12 mois.

Pour rappel, comme défini dans la circulaire 670, le nombre d'ETP est égal au régime de travail payé d'un contrat pour lequel du traitement récurrent a été liquidé pendant le mois de référence. A cet égard, il y a lieu de distinguer entre les statuts (statutaire, contractuel et manager) et les niveaux (mandataires et niveaux A, B, C et D ou assimilés). Le personnel qui ne peut être catégorisé selon cette répartition, est mentionné dans une rubrique « Autres ».

KPI 1a : exprime le rapport entre les charges totales réalisées des 12 derniers mois et le budget.

KPI 1b : exprime le rapport entre les charges totales calculées de l'année en cours et le budget.

KPI 2 : exprime le rapport entre la projection totale et le budget.

KPI 3 : exprime le rapport entre la projection totale, y compris l'impact des événements irréversibles, et le budget.

Seuls les KPI 2 et 3 donnent une évaluation des charges futures. L'analyse du risque repose donc essentiellement sur ces KPI.

Les KPI 4 et 5 mentionnés ci-après donnent une évaluation de la marge pour l'ordonnateur et le responsable opérationnel.

KPI 4 : donne une évaluation de la marge décisionnelle pour les décisions opérationnelles.

KPI 5 : donne une évaluation de la faisabilité des décisions prises dans la marge décisionnelle disponible.

La méthode de calcul est précisée dans la circulaire 670 qui définit également les concepts de base.

2. Rythme et timing du monitoring du risque en 2019

5.1. Rythme du monitoring

Sur base des données de paiements de 2019, le risque de dépassement des crédits de personnel est évalué deux fois, à savoir :

3. Basisprincipes van een analyse van het risico

- De monitoring van het risico op overschrijding van de personeelskredieten is een continu proces van interne controle bij elke federale entiteit.

- De Taskforce volgt de kwaliteit van de monitoring op en kan aan elke entiteit vragen hem de gegevens mee te delen waarop de analyse van het risico is berekend.

- Elke entiteit is verplicht, volgens een vastgelegd ritme, het risico te evalueren conform de methodologie gedefinieerd in omzendbrief 670 voor een betrouwbare projectie van de lasten. De evaluatie gebeurt op basis van de aangegeven referentiemaanden.

- De basis van de methodologie moet steunen op een analyse van de individuele betaalgegevens, eventueel geaggregeerd, en de detectie van de gekende of voorziene evenementen die de individuele situatie van een betaling wijzigen.

- Elke ordonnateur en elke operationele verantwoordelijke is er strikt toe gehouden voorafgaandelijk het risico op overschrijding te evalueren van elke beslissing die een structurele impact op de personeelskosten genereert en waarvoor hij gemachtigd is de Staat te verbinden.

- De inspecteur van Financiën, de regeringscommissaris, de regeringscommissaris van begroting (OISZ) of de afgevaardigde van de minister van begroting, verifieert het door de dienst geëvalueerd risico alvorens een advies over de HR-maatregelen te geven.

- Elke HR-maatregel moet kaderen binnen de limieten van het personeelsplan, dat steeds door de bevoegde overheid moet goedgekeurd zijn. Het is op het ogenblik van elke uitvoering van het personeelsplan dat nagegaan wordt of er voldoende budgettaire middelen beschikbaar zijn. Een personeelsplan moet dus niet noodzakelijk jaarlijks opgemaakt worden, maar enkel wanneer maatregelen overwogen worden die niet opgenomen zijn in het laatst goedgekeurd personeelsplan.

4. KPI's voor analyse van het risico

Het risico op overschrijding wordt geëvalueerd aan de hand van volgende basisindicatoren en KPI's :

Basisindicatoren :

- het aantal VTE's per maand;

- de evolutie van het aantal VTE's over 12 maanden.

Ter herinnering, zoals gedefinieerd in de omzendbrief 670, is het aantal VTE's gelijk aan het betaald werkregime van een contract waarvoor tijdens de referentiemaand een recurrenente wedde werd vereffend. Hierbij moet er een onderscheid worden gemaakt tussen het statuut (statutair, contractueel en mandaathouder) en de niveaus (mandaathouders en niveau A, B, C en D of geassimileerd). Het personeel dat niet volgens deze indeling kan gecategoriseerd worden, wordt in de rubriek « Andere » vermeld.

KPI 1a : geeft de verhouding weer tussen de gerealiseerde totale lasten van de laatste 12 maanden en het budget.

KPI 1b : geeft de verhouding weer tussen de berekende totale lasten van het lopende jaar en het budget.

KPI 2 : geeft de verhouding weer tussen de totale projectie en het budget.

KPI 3 : geeft de verhouding weer tussen de totale projectie, inclusief de impact van de onomkeerbare evenementen, en het budget.

Enkel de KPI's 2 en 3 geven een evaluatie van de toekomstige lasten. De analyse van het risico steunt dan ook essentieel op deze KPI's.

De hierna vermelde KPI's 4 en 5 geven een evaluatie van de marge voor de ordonnateur en de operationele verantwoordelijke.

KPI 4 : geeft een evaluatie van de beslissingsmarge voor de operationele beslissingen.

KPI 5 : geeft een evaluatie van de haalbaarheid van de voorziene beslissingen binnen de beschikbare beslissingsmarge.

De methodologie voor de berekening ervan is beschreven in de omzendbrief 670 die ook de basisconcepten definieert.

5. Ritme en timing van de monitoring van het risico in 2019

5.1. Ritme van de monitoring

Op basis van de betaalgegevens van 2019, wordt het risico op overschrijding van de personeelskredieten tweemaal geëvalueerd nl.

- une première fois sur la base des données de mai 2019 évaluant le risque pour T et T + 1

- une seconde fois sur la base des données de décembre 2019 où le risque est évalué pour T + 1 et T+2 sur la base du budget initial 2020. L'année est clôturée avec un rapport sur les réalisations en 2019.

5.2. Timing du rapportage

La Task Force Monitoring de personnel consolide les rapports de monitoring du risque aux dates suivantes :

- pour le rapport sur la base des données de mai 2019 : le 8 juillet 2019,

- pour le rapport sur la base des données de décembre 2019, y compris le rapport sur les réalisations : le 13 mars 2020 .

En vue de permettre à la Task Force de respecter ce calendrier, chaque groupe défini dans le champ d'application envoie son rapport de monitoring du risque à la Task Force, au plus tard le :

- 5 juillet 2019 pour le monitoring de mai 2019,

- 6 mars 2020 pour le monitoring de décembre 2019, y compris le rapport de réalisations.

6. Champ d'application et implémentation en 2019

6.1. Champ d'application

Les entités fédérales qui tombent sous le champ d'application du monitoring fédéral du risque sont reprises dans le tableau en annexe avec leur enveloppe budgétaire de personnel.

L'intérêt d'une enveloppe de personnel est double :

- il s'agit d'un périmètre budgétaire à l'intérieur duquel les crédits et les charges correspondantes d'une entité fonctionnelle et homogène sont connus sans ambiguïté et peuvent être suivis. Les enveloppes renseignées dans le tableau en annexe doivent être comprises dans ce sens;

- il s'agit également d'un mécanisme de gestion qui permet au management de mener sa politique RH en utilisant la marge disponible dans le périmètre budgétaire selon les principes d'autonomie, de transparence et de responsabilité.

La répartition des entités en groupes est la suivante :

1. les enveloppes dépenses primaires des SPF et SPP
2. les organismes administratifs publics et les services administratifs à comptabilité autonome
3. les institutions publiques de sécurité sociale
4. la Police fédérale
5. la Défense.

Le tableau donne par entité :

- le code de l'entité
- la dénomination de l'entité
- les crédits provisoires 2019 : il s'agit des crédits CB 2018 publiés dans la circulaire 663bis pour les groupes 1, 4 et 5 (colonne 1)
- le budget 2019 sans nouvelles initiatives pour les groupes 2 et 3 (colonne 1)
- les dérogations aux crédits provisoires pour 2019, couvertes par les dispositions réglementaires requises ou par des décisions notifiées par le conseil des ministres avant le 21 décembre 2018 (colonne 2)
- provision lutte contre le terrorisme 2019 (colonne 3)
- provision actions stratégiques 2019 (colonne 4)
- la limite d'engagement 2019 (colonne 5 = colonne 1+ colonne 2+ colonne 3+ colonne 4).
- autres décisions 2020 (colonne 6)
- provision lutte contre le terrorisme 2020 (colonne 7);
- provision actions stratégiques 2020 (colonne 8)
- la limite d'engagement 2020 (colonne 9 = colonne 5 + colonne 6 + colonne 7 + colonne 8). Il s'agit d'une préfiguration des crédits 2020.

Les limites d'engagement peuvent être, le cas échéant, mises à jour au même rythme que le monitoring de risque dans le KPI 4.

- een eerste maal op basis van de gegevens van mei 2019 waarbij het risico wordt geëvalueerd voor T en T+1

- een tweede maal op basis van de gegevens van december 2019 waarbij het risico wordt geëvalueerd voor T+1 en T+2 op basis van het initieel budget 2020. Het jaar wordt afgesloten met een rapport over de realisaties van 2019.

5.2. Timing van de rapportering

De Taskforce Personeelsmonitoring consolideert de rapporten van monitoring van het risico op volgende data :

- voor het rapport op basis van de gegevens van mei 2019 : op 8 juli 2019,

- voor het rapport op basis van de gegevens van december 2019, inclusief het rapport over de realisaties : op 13 maart 2020.

Opdat de Task Force dit tijdschema zou kunnen respecteren, stuurt elke groep gedefinieerd in het toepassingsgebied, zijn rapport van monitoring van het risico aan de Task Force, ten laatste op :

- 5 juli 2019 voor de monitoring van mei 2019,

- 6 maart 2020 voor de monitoring van december 2019, inclusief het rapport over de realisaties.

6. Toepassingsgebied en implementatie in 2019

6.1. Toepassingsgebied

De federale entiteiten die onder toepassing vallen van de federale monitoring van het risico, evenals hun budgettaire personeelsenvolpe, zijn opgenomen in de tabel in bijlage.

Het belang van een personeelsenvolpe is tweeledig :

- het is een budgettaire perimeteer waarbinnen de kredieten en de corresponderende lasten van een functionele en homogene entiteit ondubbelzinnig gekend zijn en kunnen opgevolgd worden. De enveloppes vermeld in de tabel in bijlage zijn in deze zin te interpreteren;

- het is ook een beheersmechanisme dat het management toelaat zijn HR-beleid te voeren door de beschikbare marge binnen de budgettaire perimeteer te benutten volgens de principes van autonomie, transparantie en verantwoordelijkheid.

De entiteiten zijn ingedeeld in volgende groepen :

- de enveloppes primaire uitgaven van de FODs en PODs
- de administratieve openbare instellingen en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie
- de openbare instellingen van sociale zekerheid
- de Federale politie
- de Defensie.

De tabel geeft per entiteit :

- de code van de entiteit
- de benaming van de entiteit
- de voorlopige kredieten 2019 : het betreft de kredieten BC 2018 gepubliceerd in de omzendbrief 663bis voor de groepen 1, 4 et 5 (kolom 1)
- het budget 2019 zonder nieuwe initiatieven voor de groepen 2 en 3 (kolom 1)
- de afwijkingen op de voorlopige kredieten voor 2019 die gedekt zijn door de vereiste regelgevende bepalingen of door beslissingen die de Ministerraad vóór 21 december 2018 heeft genotificeerd (kolom 2)
- provisie strijd tegen het terrorisme 2019 (kolom 3)
- provisie strategische acties 2019 (kolom 4)
- de vastleggingslimiet 2019 (kolom 5= kolom 1 + kolom 2 + kolom 3 + kolom 4)
- andere beslissingen 2020 (kolom 6)
- provisie strijd tegen het terrorisme 2020 (kolom 7)
- provisie strategische acties 2020 (kolom 8)
- de vastleggingslimiet 2020 (kolom 9 = kolom 5 + kolom 6 + kolom 7 + kolom 8). Dit is een prefiguratie van de kredieten 2020.

De vastleggingslimieten kunnen, waar nodig, geactualiseerd worden op hetzelfde ritme als de monitoring van het risico in de KPI 4.

6.2. Implémentation

6.2.1. Groupe 1 : les enveloppes dépenses primaires des SPF et SPP

Au rythme indiqué au point 5.1, les indicateurs de base et les KPI 1a, 1b, 2 et 3 sont calculés via la plate-forme Sepp sur la base des données communiquées par les SPF/SPP en charge des enveloppes de personnel reprises dans le groupe 1 et par les providers repris au point 6.3

Les enveloppes de personnel fournissent les données suivantes :

- les OUT définitifs actualisés,
- les événements irréversibles actualisés IN, OUT, UPGRADE,
- la mise à jour des dates de validité des primes de développement des compétences.

Le SPF Affaires étrangères fournit en plus pour l'entité 14.02_Personnel expatrié, les données suivantes dans un format défini par l'équipe Sepp :

- les réalisations mensuelles des charges de personnel non payées par Persopoint en identifiant la part revenant au personnel des postes diplomatiques;
- la liste du personnel Experts gestion de crise par RRN et par mois;
- les futurs mouvements de postes diplomatiques.

L'équipe Sepp informe préalablement à chaque monitoring, les services du planning de la collecte et du traitement des données et du processus de consolidation des résultats du monitoring.

Elle produit sur base de la plate-forme Sepp consécutivement les rapports suivants en fonction de l'état d'avancement du processus de consolidation :

- un rapport de monitoring pour chaque enveloppe, envoyé pour validation au service;
- par service, un rapport de synthèse des résultats validés, envoyé au président du SPF/SPP et à l'inspecteur des Finances accrédité auprès du service;
- un rapport de synthèse global sur les résultats du monitoring du risque, y compris l'évolution des ETP, transmis à la Task Force selon le calendrier fixé au point 5.2.

6.2.2. Groupe 2 : les organismes administratifs publics et les services administratifs à comptabilité autonome

Au rythme indiqué au point 5.1, la DG Budget et Evaluation de la Politique du SPF BOSA calcule les KPI 1a et 1b sur base des données fournies par les services concernés.

Les entités transmettent à cet effet, mensuellement, au plus tard le 15ème jour du mois (M), à la DG Budget et Evaluation de la Politique, via l'application e-BMC :

- les données d'exécution du budget, et notamment du budget de personnel, de l'année courante jusqu'au mois M-1 (code 11 de la classification économique),
- leur budget et notamment leur budget de personnel pour qu'il corresponde au budget initial voté, aux décisions prises par le Conseil des Ministres après le contrôle budgétaire ou dans le cadre d'ajustements spécifiques.

Les entités qui ne sont pas payées par PersoPoint, transmettent aussi en parallèle à la DG Budget et Evaluation de la Politique l'évolution du nombre d'ETP sur 12 mois en distinguant statuts et niveaux.

La DG Budget et Evaluation de la Politique communique les résultats des KPI 1a et 1b à chaque service et à l'inspecteur des Finances, au commissaire du gouvernement ou au délégué du ministre du budget accrédité auprès du service concerné.

Elle transmet un rapport de synthèse global sur les résultats du monitoring du risque, y compris l'évolution des ETP, à la Task Force selon le calendrier fixé au point 5.2.

6.2.3. Groupe 3 : les Institutions publiques de sécurité sociale

Les Institutions publiques de sécurité sociale ont développées en 2016 une méthodologie propre, inspirée des principes de la méthodologie Sepp.

6.2. Implementatie

6.2.1. Groep 1 : de enveloppes primaire uitgaven van de FODs en PODs

Volgens het ritme aangegeven in punt 5.1, worden de basisindicatoren en de KPI's 1a, 1b, 2 en 3 berekend via het Sepp-platform op basis van de gegevens meegedeeld door de FODs/PODs die verantwoordelijk zijn voor de personeelsenveloppes opgenomen in groep 1 en door de providers vermeld in punt 6.3.

De personeelsenveloppes leveren volgende gegevens :

- de geactualiseerde definitieve OUT,
- de geactualiseerde onomkeerbare evenementen IN, OUT, UPGRADE,
- de actualisatie van de geldigheidsdata van de premies voor competentieontwikkeling.

De FOD Buitenlandse Zaken levert bovendien voor de entiteit 14.02_Uitgezonden personeel, volgende gegevens in het formaat vastgelegd door het Sepp-team :

- de maandelijkse realisaties van de personeelslasten die niet betaald zijn door Persopoint en identificeert hierin het deel dat betrekking heeft op het personeel van de diplomatieke posten;
- de lijst van het personeel Expert van crisisbeheer per RRN en per maand;
- de toekomstige diplomatieke postbewegingen.

Het Sepp-team Informeert bij elke monitoring de diensten voorafgaandelijk over de planning van de inzameling en verwerking van de gegevens en over het proces van consolidatie van de monitoringresultaten.

Het produceert op basis van het Sepp-platform opeenvolgend volgende rapporten in functie van de voortgang van het consolidatieproces :

- een monitoringrapport voor elke enveloppe dat ter validatie aan de dienst wordt voorgelegd;
- per dienst, een syntheserapport van de gevalideerde resultaten dat aan de voorzitter van de FOD/POD en aan de bij de dienst geaccrediteerde inspecteur van Financiën wordt verstuurd;
- een globaal syntheserapport van de resultaten van de monitoring van het risico, inclusief de evolutie van de VTE's, dat overgemaakt wordt aan de Taskforce overeenkomstig het tijdschema vastgelegd in punt 5.2.

6.2.1. Groep 2 : de administratieve openbare instellingen en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie

Volgens het ritme aangegeven in punt 5.1, berekent het DG Begroting en Beleidsevaluatie van de FOD BOSA de KPI's 1a en 1b op basis van de gegevens meegedeeld door de betrokken diensten.

De entiteiten bezorgen daartoe maandelijks, ten laatste de 15e dag van de maand (M), aan het DG Begroting en Beleidsevaluatie, via de applicatie e-BMC :

- de gegevens inzake uitvoering van het budget en met name van het personeelsbudget, van het lopende jaar tot de maand M-1 (code 11 van de economische classificatie),
- hun budget en met name hun personeelsbudget opdat het zou corresponderen met het gestemd initieel budget, met de genomen beslissingen van de Ministerraad na de begrotingscontrole of in het kader van specifieke aanpassingen.

Parallel hiermee delen de entiteiten die niet door PersoPoint betaald worden ook de evolutie van het aantal VTE's over 12 maanden, volgens statuut en niveau, mee aan het DG Begroting en Beleidsevaluatie.

Het DG Begroting en Beleidsevaluatie deelt de resultaten van de KPI 1a en 1b mee aan elke dienst en aan de inspecteur van Financiën, de regeringscommissaris of de afgevaardigde van de minister van begroting geaccrediteerd bij de betrokken dienst.

Het maakt een globaal syntheserapport van de resultaten van de monitoring van het risico, inclusief de evolutie van de VTE's, over aan de Taskforce overeenkomstig het tijdschema vastgelegd in punt 5.2.

6.2.3. Groep 3 : de Openbare instellingen van sociale zekerheid

De Openbare instellingen van sociale zekerheid hebben in 2016 een eigen methodologie ontwikkeld, geïnspireerd op de principes van de Sepp-methodologie.

Préalablement au monitoring elles définissent, en concertation avec les commissaires du gouvernement du budget concernés, un modèle de rapport de monitoring de risque reprenant les indicateurs de base et les KPI 1 à 3 et un modèle de rapport pour les réalisations. Ces rapports valent comme rapport standard pour toutes les enveloppes reprises dans le groupe 3.

Au rythme indiqué au point 5.1, chaque institution évalue sur base de la méthodologie des IPSS, le risque de dépassement des crédits de personnel pour son enveloppe et soumet son rapport pour validation au commissaire du gouvernement du budget accrédité auprès de l'institution.

Le Collège des institutions publiques de sécurité sociale transmet à la Task Force, selon le calendrier fixé au point 5.2., un rapport de synthèse global qui intègre les résultats du monitoring du risque, y compris l'évolution des ETP, de toutes les institutions.

6.2.4. Groupe 4 : la Police fédérale

La Police fédérale a développé en 2016 une méthodologie propre, inspirée des principes de la méthodologie Sepp.

Préalablement au monitoring elle établit, en concertation avec l'inspecteur des Finances accrédité auprès du corps, un modèle de rapport de monitoring de risque reprenant les indicateurs de base et les KPI 1 à 3 et un modèle de rapport pour les réalisations. Ces rapports valent comme rapport standard pour toutes les enveloppes de la Police fédérale reprises dans le groupe 4.

Au rythme indiqué au point 5.1, la Police fédérale évalue sur base de sa méthodologie, le risque de dépassement des crédits de personnel pour chacune de ses enveloppes et soumet les rapports pour validation à l'inspecteur des Finances.

Elle transmet à la Task Force, selon le calendrier fixé au point 5.2, un rapport de synthèse global qui intègre les résultats du monitoring du risque, y compris l'évolution des ETP, de toutes ses enveloppes.

6.2.5. Groupe 5 : la Défense

La Défense a développé en 2016 une méthodologie propre, inspirée des principes de la méthodologie Sepp.

Préalablement au monitoring elle établit, en concertation avec l'inspecteur des Finances accrédité auprès du corps, un modèle de rapport de monitoring de risque reprenant les indicateurs de base et les KPI 1 à 3 et un modèle de rapport pour les réalisations. Ces rapports valent comme rapport standard pour toutes les enveloppes de la Défense reprises au groupe 5.

Au rythme indiqué au point 5.1, la Défense évalue sur base de sa méthodologie, le risque de dépassement des crédits de personnel pour chacune de ses enveloppes et soumet les rapports pour validation à l'inspecteur des Finances.

Elle transmet à la Task Force, selon le calendrier fixé au point 5.2, un rapport de synthèse global qui intègre les résultats du monitoring du risque, y compris l'évolution des ETP, de toutes ses enveloppes.

6.2.6. La marge de décision dans une enveloppe de personnel utilisé comme mécanisme de gestion

Les services appartenant au groupe 1 utilisent leur enveloppe de personnel comme mécanisme de gestion. Ils peuvent ainsi disposer d'une marge décisionnelle pour :

- des décisions structurelles, c'est-à-dire des décisions dont l'impact dépasse les 12 mois. Elles doivent être réalisables dans la marge structurelle T+1;

- et/ou des décisions non structurelles, c'est-à-dire des décisions dont l'impact est inférieur ou égal à 12 mois. Elles doivent pouvoir être supportées par le cash flow T et éventuellement T+1. Par cash flow, on entend la partie non structurelle de la marge pour l'exercice en cours et l'exercice suivant.

Pour évaluer la marge décisionnelle potentielle, le service suit les étapes suivantes :

- il calcule un KPI 4 en vue de pouvoir évaluer les marges disponibles. A cet effet il prend le résultat KPI 3 du dernier monitoring du risque, qu'il corrige et adapte, le cas échéant, en fonction des paramètres de gestion propres,

Voorafgaand aan de monitoring definiëren ze, in overleg met de betrokken regeringscommissarissen van begroting, een modelrapport van monitoring van het risico met de basisindicatoren en de KPI's 1 tot 3 en een modelrapport voor de realisaties. Deze rapporten gelden als standaardrapport voor alle enveloppes opgenomen in de groep 3.

Volgens het ritme aangegeven in punt 5.1, evalueert elke instelling, op basis van de methodologie van de OISZ, het risico op overschrijding van de personeelskredieten voor haar enveloppe en legt haar rapport ter validatie voor aan de regeringscommissaris van begroting geaccrediteerd bij de instelling.

Het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid maakt een globaal synthesesrapport dat de resultaten van de monitoring van het risico van alle instellingen integreert, inclusief de evolutie van de VTE's, over aan de Taskforce volgens het tijdschema vastgelegd in punt 5.2.

6.2.4. Groep 4 : de Federale politie

De Federale politie heeft in 2016 een eigen methodologie ontwikkeld, geïnspireerd op de principes van de Sepp-methodologie.

Voorafgaand aan de monitoring definieert ze, in overleg met de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij het korps, een modelrapport van monitoring van het risico met de basisindicatoren en de KPI's 1 tot 3 en een modelrapport voor de realisaties. Deze rapporten gelden als standaardrapport voor alle enveloppes van de Federale politie opgenomen in de groep 4.

Volgens het ritme aangegeven in punt 5.1, evalueert de Federale politie, op basis van haar methodologie, het risico op overschrijding van de personeelskredieten voor elk van haar enveloppes en legt de rapporten ter validatie voor aan de inspecteur van Financiën.

Zij maakt een globaal synthesesrapport dat de resultaten van de monitoring van het risico van al haar enveloppes integreert, inclusief de evolutie van de VTE's, over aan de Taskforce overeenkomstig het tijdschema vastgelegd in punt 5.2.

6.2.5. Groep 5 : Defensie

Defensie heeft in 2016 een eigen methodologie ontwikkeld, geïnspireerd op de principes van de Sepp-methodologie.

Voorafgaand aan de monitoring definieert ze, in overleg met de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij het korps, een modelrapport van monitoring van het risico met de basisindicatoren en de KPI's 1 tot 3 en een modelrapport voor de realisaties. Deze rapporten gelden als standaardrapport voor alle enveloppes van Defensie opgenomen in de groep 5.

Volgens het ritme aangegeven in punt 5.1, evalueert Defensie, op basis van haar methodologie, het risico op overschrijding van de personeelskredieten voor elk van haar enveloppes en legt de rapporten ter validatie voor aan de inspecteur van Financiën.

Zij maakt een globaal synthesesrapport dat de resultaten van de monitoring van het risico van al haar enveloppes integreert, inclusief de evolutie van de VTE's, over aan de Taskforce overeenkomstig het tijdschema vastgelegd in punt 5.2.

6.2.6. De beslissingsmarge binnen een personeelsenveloppe gebruikt als beheersmechanisme

De diensten die behoren tot de groep 1 gebruiken hun personeels-enveloppe als een beheersmechanisme. Zij kunnen op die manier beschikken over een beslissingsmarge voor :

- structurele beslissingen d.w.z. beslissingen waarvan de impact de 12 maanden overschrijdt. Zij moeten haalbaar zijn binnen de structurele marge T+1;

- en/of niet-structurele beslissingen d.w.z. beslissingen waarvan de impact kleiner is of gelijk aan 12 maanden. Zij moeten door de cash flow T en eventueel T+1 kunnen gedragen worden. Met cash flow bedoelen we het niet-structurele gedeelte van de marge voor het lopende boekjaar en het volgende boekjaar.

Om de beslissingsmarge te evalueren, volgt de dienst de volgende stappen :

- hij berekent de KPI 4 zodat hij de beschikbare marges kan evalueren. Daartoe neemt hij het KPI 3-resultaat van de laatste monitoring van het risico als uitgangspunt, dat hij desgevallend corrigeert en aanpast in functie van de eigen beheersparameters,

exemples :

- o des crédits supplémentaires ou provisions qui ont été accordés,
- o des dépenses nouvelles ou facteurs de risques à prendre en compte,
- o des mouvements de personnel (IN et OUT) réalisés ou irréversibles qui n'étaient pas prévus dans le dernier monitoring de risque,
- o une estimation des départs futurs, pour autant que le service puisse prouver que ces estimations sont réalistes et qu'un suivi régulier soit mis en place;
- il ajoute l'impact des décisions déjà approuvées par l'inspecteur des Finances. Si la marge KPI 4 est positive de nouvelles initiatives peuvent être prises;
- il identifie les nouvelles décisions structurelles qu'il souhaite prévoir et vérifie si elles sont compatibles avec la vision stratégique exprimée dans le plan de personnel approuvé. Pour estimer l'impact de ces décisions l'équipe Sepp met à disposition un catalogue de coûts qui prend en compte les coûts standards indexés pour la carrière fédérale et quelques carrières spécifiques;
- il calcule un KPI 5 en vue d'évaluer la faisabilité des nouvelles décisions prévues. A cet effet il intègre l'impact de ces décisions dans la marge KPI 4;
- il soumet le rapport final KPI 5 à l'avis de l'inspecteur des Finances;
- pour permettre un suivi transparent, il communique via un formulaire standard que l'équipe Sepp met à disposition, toutes les décisions de recrutements structurels, de promotions et d'accessions approuvées par l'inspecteur des Finances à la Task Force via l'adresse tf_pers_monitoring@bosa.fgov.be. L'équipe SEPP attribuera un ID unique à chaque décision de manière à faciliter le suivi de leur exécution;
- il exécute les décisions approuvées;
- le service détermine quelles décisions non structurelles (par ex. les remplacements des absents temporaires, les contrats à court terme) il souhaite prévoir et les soumet, avec leur impact, à l'avis de l'inspecteur des Finances;
- une décision, structurelle ou non structurelle, ne peut être mise en œuvre ni atteindre le statut d'irréversibilité, sans qu'elle ait été soumise au préalable à l'avis de l'inspecteur des Finances;
- à défaut d'un avis favorable de l'inspecteur des Finances, un recours peut être introduit auprès du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique. Ceux-ci se prononcent conjointement sur le recours dans un délai de 20 jours calendrier à compter de la réception du recours.

6.3. Obligations des providers de données

Les providers mentionnés ci-après fournissent à l'équipe Sepp les données demandées en respectant le timing précisé :

La DG Budget et Evaluation de la politique fournit et valide les moyens budgétaires de chaque entité au début de l'exercice et après chaque ajustement budgétaire.

La DG Comptable fédéral et Procurement fournit deux fois par mois, au plus tard le jour suivant le 5e jour ouvrable et le jour suivant le 15e jour ouvrable du mois, pour les AB 11.XX.XX (hors 11.XX.05), AB 12.XX.48, AB 12.XX.99 :

- La consommation en liquidation par mois, AB, SEC et GL;
- Le crédit de liquidation par AB, année;
- Le crédit d'engagement par AB, année;
- La consommation en engagement par mois, AB, SEC et GL.

La DG Secrétariat social PersoPoint fournit au plus tard le dernier jour de chaque mois les données analytiques de paie permettant de nourrir le modèle salarial Sepp à partir du SLR4 ou du nouveau moteur de paie.

7. Mesure de gel

Les Ministres du Budget et de la Fonction publique pourront, après avis de l'inspecteur des Finances, du commissaire du gouvernement, du commissaire du gouvernement du budget ou du délégué du ministre du budget concerné, proposer au Conseil des Ministres un gel de toute décision RH, à toutes les entités qui auraient dépassé le périmètre budgétaire alloué et/ou dans le cas d'une gestion insuffisante du risque par le service.

La Ministre du Budget et de la Fonction publique,
S. WILMES

voorbeelden :

- o toegekende bijkomende kredieten of provisies,
- o nieuwe uitgaven of risicofactoren die in rekening moeten worden gebracht,
- o gerealiseerde of onomkeerbare personeelsbewegingen (IN en OUT) die niet in de laatste monitoring van het risico voorzien waren,
- o een raming van de toekomstige vertrekken voor zover de dienst kan aantonen dat deze ramingen realistisch zijn en dat in een regelmatige opvolging wordt voorzien;
- hij voegt de impact van de reeds door de inspecteur van Financiën goedgekeurde beslissingen toe. Is de KPI 4-marge positief dan is er ruimte voor nieuwe initiatieven;
- hij identificeert de nieuwe structurele beslissingen die hij wenst te voorzien en verifieert of ze verenigbaar zijn met de strategische visie die in het goedgekeurde personeelsplan is weergegeven. Voor de raming van de impact van deze beslissingen stelt het Sepp-team een catalogus ter beschikking die de geïndexeerde standaardkosten voor de federale loopbaan en enkele specifieke loopbanen bevat;
- hij berekent een KPI 5 zodat hij de haalbaarheid van de voorziene nieuwe beslissingen kan evalueren. Daartoe verrekent hij de impact van deze beslissingen in de KPI 4 marge;
- hij legt het finale KPI 5 rapport voor advies voor aan de inspecteur van Financiën;
- in het belang van een transparante opvolging deelt hij alle door de inspecteur van Financiën goedgekeurde beslissingen aangaande structurele wervingen, bevorderingen en overgangen mee via het standaardformulier dat het Sepp-team ter beschikking stelt, aan de Taskforce op volgend e-mailadres tf_pers_monitoring@bosa.fgov.be. Het Sepp-team zal een unieke ID geven aan elke beslissing zodat haar uitvoering gemakkelijk kan opgevolgd worden;
- hij voert de goedgekeurde beslissingen uit;
- de dienst bepaalt welke niet-structurele beslissingen (vb. vervangingen van tijdelijk afwezigen, korte termijn contracten) hij wenst te voorzien en legt deze, met hun impact, voor advies voor aan de inspecteur van Financiën;
- een beslissing, structureel of niet-structureel, kan niet formeel worden opgestart noch de status van onomkeerbaarheid verwerven als ze niet voorafgaandelijk aan het advies van de inspecteur van Financiën is voorgelegd;
- bij gebrek aan een gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, kan een beroep worden ingesteld bij de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken. Zij spreken zich hierover gezamenlijk uit binnen een termijn van 20 kalenderdagen na ontvangst van het beroep.

6.3. Verplichtingen van de providers van gegevens

De hierna vermelde providers van gegevens leveren de gevraagde gegevens binnen de gestelde termijn aan het Sepp-team :

Het DG Begroting en Beleidsvaluatie levert en valideert de budgettaire middelen van elke entiteit bij de aanvang van het boekjaar en na elke begrotingsaanpassing.

Het DG Federale Accountant en Procurement levert tweemaal per maand, ten laatste de dag volgend op de 5e werkdag en de dag volgend op de 15e werkdag van de maand, voor de BA 11.XX.XX (behalve 11.XX.05), BA 12.XX.48, BA 12.XX.99 :

- Het verbruik in vereffening per maand, BA, SEC en GL;
- Het vereffeningkrediet per BA, jaar;
- Het vastleggingskrediet per BA, jaar;
- Het verbruik in vastlegging per maand, BA, SEC en GL.

Het DG Sociaal Secretariaat PersoPoint levert ten laatste de laatste dag van elke maand de analytische betaalgegevens zodat het loonmodel Sepp kan worden gevoed vanuit de SLR4 of de nieuwe loonmotor.

7. Maatregel van bevrozing

De Ministers van Begroting en van Ambtenarenzaken kunnen, na advies van de betrokken inspecteur van Financiën, regeringscommissaris, regeringscommissaris van begroting of afgevaardigde van de minister van begroting, een bevrozing van de HR-beslissingen aan de Ministerraad voorstellen, voor elke entiteit die de toegekende budgettaire perimenter zou overschreden hebben en/of in het geval van een onvoldoende beheer van het risico door de dienst.

De Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken,
S. WILMES

18a	18.01	Env	Enveloppe de personnel	Personnel	1.275.000	0	750	0	0	1.275.000	0	0	0	0	1.275.000
18a	18.04	Douane	Personnel de l'administration des douanes et accises dont l'emploi a été supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur européen	Personnel douane en accijzen van wiv de betrekking werd afgeschaft tgv de Europese interne markt	2.821	0	0	0	0	2.821	0	0	0	0	2.821
23a	23.01	Env	Enveloppe de personnel	Personnel	63.586	0	853	0	589	65.008	0	0	0	0	65.008
23a	23.09	Fd acc-ong	Fonds pour la prevention des accidents majeur	Fonds voor de preventie van zware ongevallen	1.730	0	0	0	0	1.730	0	0	0	0	1.730
24a	24.01	Env	Enveloppe de personnel	Personnel	34.587	0	-3.161	0	2.000	35.426	0	0	0	0	35.426
23a	23.01	Env	Enveloppe de personnel	Personnel	57.364	0	-8.147	0	686	50.664	0	0	0	-52	50.612
25a	25.09	Fd Emiss	Fonds destiné au financement de la politique fédérale de réduction d'émissions de gaz à effet de serre	Fonds voor de financiering van het federale beleid ter reductie van de emissies van broeikasgassen	1.924	0	0	0	0	1.924	0	0	0	0	1.924
25a	25.19	Fd Env-Leef	Fonds Environnement	Fonds Leefmilieu	18	0	0	0	0	18	0	0	0	0	18
25a	25.21	Fd ml-die	Fonds de la santé animale	Diergezondheidsfonds	132	0	204	0	0	336	0	0	0	0	336
25a	25.22	Fd mp-gp	Fonds des maîtres premiers	Grondstoffenfonds	8.214	0	0	0	0	8.214	0	0	0	0	8.214
25a	25.23	Fd Pl	Fonds des plantes	Plantenfonds	35	0	0	0	0	35	0	0	0	0	35
32a	32.01	Env	Enveloppe de personnel	Personnel	100.805	0	0	0	2.231	103.036	0	0	0	0	103.036
32a	32.03	Fd app-sap	Fonds d'analyse des produits pétroliers	Fonds voor de analyse van aardolieproducten	635	0	0	0	0	635	0	0	0	0	635
32a	32.05	Fd accordit	Fonds pour la couverture des frais d'accréditation et de certification	Fonds tot dekking van accreditatie- en certificatiekosten	640	0	0	0	0	640	0	0	0	0	640
32a	32.06	Fd sable-sand	Fonds pour les exploitations de sable - plateau continental de la Belgique	Fonds voor zandwinningen - continentaal plat van België	157	0	0	0	0	157	0	0	0	0	157
32a	32.08	Fd de-ar	Fonds droits des auteurs	Fonds auteursrechten	583	0	0	0	0	583	0	0	0	0	583
32a	32.09	Fd Ins-nis	Fonds institut national de statistique	Fonds nationaal instituut voor de statistiek	1.060	0	0	0	0	1.060	0	0	0	0	1.060
32a	32.10	Fd dette-schuld	Fonds de lutte contre le surendettement	Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast	208	0	0	0	0	208	0	0	0	0	208
32a	32.18	Fd metrologie	Fonds métrologie	Fonds metrologie	45	0	0	0	0	45	0	0	0	0	45
33a	33.01	Env	Enveloppe de personnel	Personnel	50.377	0	1.923	288	3.587	56.355	0	0	0	-3	56.352
33a	33.05	Section-VerkeersVeil	Personnel plans d'actions en matière de la sécurité routière	Personnel permanente cel beheer afzonderlijke personeelsformatie van de FOD Mobiliteit	300	0	0	0	0	300	0	0	0	0	300
33a	33.08	CellPerm-PermCel	Personnel cellule permanente chargée de la gestion du cadre organique distinct du SPF Mobilité	Personnel permanente cel beheer afzonderlijke personeelsformatie van de FOD Mobiliteit	416	0	0	0	0	416	0	0	0	0	416
33a	33.09	SecuFer-Veilspo	Fonds relatif au fonctionnement de l'autorité de sécurité ferroviaire	Fonds betreffende de werking van de veiligheidsinstantie van de spoorwegen	1.632	0	0	0	0	1.632	0	0	0	0	1.632
33a	33.10	EngFer-OnsSpo	Fonds relatif au fonctionnement de l'organisme d'enquête sur les accidents ferroviaires	Fonds betreffende de werking van het onderzoeksorgaan voor spoorwegongevallen	550	0	0	0	0	550	0	0	0	0	550
33a	33.12	Fd regul	Fonds relatif au fonctionnement du service de régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport Bruxelles-national	Fonds betreffende de werking van de dienst regulering van het spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-nationaal	1.010	0	0	0	0	1.010	0	0	0	0	1.010
33a	33.13	BeIrH	Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles	Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoortstedelijke functie van Brussel	7.891	0	0	0	0	7.891	0	0	0	0	7.891
33a	33.15	Fd enr-ooo	Fonds relatif au fonctionnement de l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de navigation	Fonds betreffende de werking van de federale instantie voor onderzoek van scheepsongevallen	185	0	0	0	0	185	0	0	0	0	185

44a	44.02	Env	Enveloppe de personnel	Personeelsveloppe	7.141	0	0	0	0	449	7.590	0	0	0	7.590
44a	44.02	Med-erv	Médiateurs de terrain	Ervaringsdeskundigen	1.062	0	0	0	0	0	1.062	0	0	0	1.062
44a	44.09	Fd Fead	Fonds européen d'aide aux plus démunis	Fonds voor Europese hulp aan de meest behoeftigen	385	0	0	0	0	0	385	0	0	0	385
44a	44.10	Exp-erv	Experts du vécu dans la santé	Ervaringsdeskundigen in de gezondheidszorg	741	0	0	0	0	0	741	-356	0	0	385
46a	46.04	Env	Enveloppe de personnel	Personeelsveloppe	14.493	0	0	0	0	0	14.493	0	0	0	14.493
1. Total van de enveloppes primaires uitgegeven van de FODs en PODs / Total Enveloppes dépenses primaires des SPF et SSP					3.364.429	0	-11.186	29.250	53.639	3.438.130	-964	217	3.437.383		

2. De administratieve openbare instellingen en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie / Les organismes administratifs publics et services administratifs à comptabilité autonome

02b	02.02	Onb-Nob	Orchestre national de Belgique	Nationaal orkest van België	0	9.617	0	0	0	0	9.617	0	0	0	9.617
02c	02.06	Trm-Nms	Théâtre royal de la monnaie	Koninklijke muntscouwburg	0	31.487	0	0	0	0	31.487	0	0	0	31.487
02d	02.07	Boar	Palais des beaux-arts	Palais voor schone kunsten	0	14.586	0	0	0	0	14.586	0	0	0	14.586
12d	12.17	Incc-Nicc_dot	Institut national de criminalistique et de criminologie_Dotation	Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie_Dotatie	0	7.169	0	0	0	0	7.169	0	0	0	7.169
12c	12.21	If-Igo	Institut de formation judiciaire	Instituut voor gerechtelijke opleiding	0	2.465	0	0	0	0	2.465	0	0	0	2.465
13e	13.25	Asrid	Se Astrid	Nv Astrid	0	10.500	0	0	0	0	10.500	0	0	0	10.500
33f	33.18	SCTA-CDDV	Service central de traduction en langue allemand	Centrale Dienst Duitse vertaling	0	76	0	0	0	0	76	0	0	0	76
34d	34.06	Acc-Abh	Agence du commerce extérieur	Agenenschap voor buitenlandse handel	0	3.160	0	0	0	0	3.160	0	0	0	3.160
34e	34.09	ANS-NVO	Autorité Nationale de Sécurité	Nationale Veiligheidszoverheid	0	1.604	0	0	0	0	1.604	0	0	0	1.604
34f	34.10	Enabel	Agence belge de développement	Belgisch ontwikkelings-agenschap	0	52.307	0	0	0	0	52.307	0	0	0	52.307
36b	36.05	Ign-Ngi	Institut géographique national	Nationaal geografisch instituut	0	12.805	0	0	0	0	12.805	0	0	0	12.805
36d	36.11	WHI	War Heritage Institute	War Heritage Institute	0	6.271	0	0	0	0	6.271	0	0	0	6.271
38d	38.11	Fedonest	Fedonest	Fedonest	0	23.267	0	0	0	0	23.267	0	0	0	23.267
39a	39.01	Idb-Ndg	Régie des bâtiments	Regie der gebouwen	0	69.725	0	0	0	0	69.725	0	0	0	69.725
23b	23.04	Iefh-Iqvm	Institut pour l'égalité des femmes et des hommes	Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen	0	2.980	0	0	0	0	2.980	0	0	0	2.980
23g	23.06	Cnt-Nar	Conseil national du travail	Nationale arbeidsraad	0	3.220	0	0	0	0	3.220	0	0	0	3.220
23h	23.12	Myria	Centre fédéral migration	Federaal migratiecentrum	0	2.175	0	0	0	0	2.175	0	0	0	2.175
23j	23.13	Unia	Centre Interfédéral pour l'égalité des chances	Interfederaal gelijkheidscentrum	0	8.300	0	0	0	0	8.300	0	0	0	8.300
24k	24.03	Kcc	Centre fédéral d'expertise des soins de santé	Federaal kenniscentrum voor de gezondheidszorg	0	7.656	0	0	0	0	7.656	0	0	0	7.656
25b	25.06	Afica-Favv	Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire	Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedselketen	0	94.703	0	0	0	0	94.703	0	0	0	94.703
25c	25.07	Afmpc-Fsagg	Agence fédérale des médicaments et des produits de santé	Federaal agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten	0	45.715	0	0	0	0	45.715	0	0	0	45.715
25d	25.20	Fd amu-igh	Fonds d'aide médicale urgente	Fonds voor dringende medische hulpverlening	0	290	0	0	0	0	290	0	0	0	290
32b	32.11	Bolan-PlanB	Bureau fédéral du plan	Federaal planbureau	0	8.877	0	0	0	0	8.877	0	0	0	8.877
32c	32.19	Abc-Bma	Autorité belge de la concurrence	Belgische mededingingsautoriteit	0	5.994	0	0	0	0	5.994	0	0	0	5.994
32f	32.14	Coc-Crb	Conseil central de l'économie	Centrale raad voor het bedrijfsleven	0	4.349	0	0	0	0	4.349	0	0	0	4.349
32g	32.15	Csjpne-Hrkmo	Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises	Hoog raad voor de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen	0	1.249	0	0	0	0	1.249	0	0	0	1.249
32h	32.20	Cen-Sck	Centre d'études de l'énergie nucléaire	Stuatiecentrum voor kernenergie	0	89.176	0	0	0	0	89.176	0	0	0	89.176
32j	32.21	ComExp	Commissariat général belge pour les expositions internationales	Belgisch Commissariaat-generaal voor Internationale tentoonstellingen	0	452	0	0	0	0	452	0	0	0	452
44b	44.05	Fedasil	Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile	Federaal agentschap voor de opvang van asielzoekers	0	67.426	0	0	0	0	67.426	0	0	0	67.426

46c	46.06	Bibliothèque royale Albert I	Koninklijke bibliotheek Albert I	11.596	0	0	0	0	11.596	0	0	0	0	11.596
46c	46.07	Archives générales du Royaume et archives de l'État dans les provinces	Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provincies	13.025	0	0	0	0	13.025	0	0	0	0	13.025
46c	46.08	Observatoire royal de Belgique	Koninklijke sterrenwacht van België	7.136	0	0	0	0	7.136	0	0	0	0	7.136
46c	46.09	Institut royal météorologique de Belgique	Koninklijk meteorologisch Instituut van België	8.507	0	0	0	0	8.507	0	0	0	0	8.507
46c	46.10	Institut d'économie spatiale de Belgique	Belgisch Instituut voor ruimte-afrononie	5.235	0	0	0	0	5.235	0	0	0	0	5.235
46c	46.11	Instituut voor de wetenschappen	Koninklijk Belgisch Instituut voor natuurwetenschappen	17.686	0	0	0	0	17.686	0	0	0	0	17.686
46c	46.12	Musée royal d'Afrique centrale	Koninklijk museum voor Midden-Afrika	11.211	0	0	0	0	11.211	0	0	0	0	11.211
46c	46.13	Musées royaux d'art et d'histoire	Koninklijke musea voor kunst en geschiedenis	9.869	0	0	0	0	9.869	0	0	0	0	9.869
46c	46.14	Musées royaux des beaux-arts de Belgique	Koninklijke musea voor schone kunsten van België	6.879	0	0	0	0	6.879	0	0	0	0	6.879
46c	46.15	Institut royal du patrimoine artistique	Koninklijk Instituut voor het kunstpatrimonium	5.641	0	0	0	0	5.641	0	0	0	0	5.641
46c	46.16	Sis-Dwyl	Dienst voor wetenschappelijke en technische informatie	185	0	0	0	0	185	0	0	0	0	185
46c	46.17	Belnet	Belgisch telematicainfrastructuretnetwerk	2.824	0	0	0	0	2.824	0	0	0	0	2.824
46c	46.18	SecrPoi-PoobSecr	Secrétariat polaire	130	0	0	0	0	130	0	0	0	0	130
46b	46.20	Chemistek	Koninklijk filmarchief van België	2.558	0	0	0	0	2.558	0	0	0	0	2.558
51a	51.01	Debtagency	Federaal Agentschap van de Schuld	4.345	0	0	0	0	4.345	0	0	0	0	4.345
2. Total van de administratieve openbare instellingen en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie / Total organismes administratifs publics et services administratifs à comptabilité autonome				694.362	0	0	0	0	694.362	0	0	0	0	694.362
3. De openbare instellingen van sociale zekerheid / Institutions publiques de sécurité sociale														
21b	21.02	SFP_FPD	Federale Pensioendienst	151.064	0	0	0	0	151.064	0	0	0	0	151.064
23c	23.08	Onem-Rva	Rijksdienst voor arbeidsvoorziening	198.439	0	0	0	0	198.439	0	0	0	0	198.439
23d	23.09	Capeco-hww	Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen	30.452	0	0	0	0	30.452	0	0	0	0	30.452
23j	23.14	Fedris	Federaal agentschap voor beroepsrisico's	31.492	0	0	0	0	31.492	0	0	0	0	31.492
23f	23.11	Onve-Rlv	Rijksdienst voor jaarlijks vakanties	17.394	0	0	0	0	17.394	0	0	0	0	17.394
24d	24.11	Caam-Hriv	Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering	21.322	0	0	0	0	21.322	0	0	0	0	21.322
24e	24.12	Bce-ksr	Rijksdienst voor sociale zekerheid	3.359	0	0	0	0	3.359	0	0	0	0	3.359
24f	24.13	Ons-Raz	Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering	134.563	0	0	0	0	134.563	0	0	0	0	134.563
24g	24.15	Isam-Rlvh	Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering	94.561	0	0	0	0	94.561	0	0	0	0	94.561
24h	24.17	eHealth	eHealth-platform	348	0	0	0	0	348	0	0	0	0	348
32d	32.17	Isast-Raz	Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der revalidatie	55.158	0	0	0	0	55.158	0	0	0	0	55.158
3. Total van de openbare instellingen van sociale zekerheid / Total institutions publiques de sécurité sociale				738.152	0	0	0	0	738.152	0	0	0	0	738.152

4. De Federatie politie / Police fédérale		FEDPOL algemene personeelskredieten en Inconvenients (zonder GPI 39)		830.159		31.321		65.870		30.648		955.998		0		0		955.998	
17a	Fedpol + Inco (sans inconvenients (zonder GPI 39) (zonder GPI 39)	NAVAP - Financement régime de fin de carrière de la police fédérale	NAVAP - Financement régime de fin de carrière de la police fédérale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17b	NAVAP - NAVAP	Crédits variables_ Fonds organiques	Crédits variables_ Fonds organiques	18.685	0	0	0	0	0	0	0	0	18.685	0	0	0	0	0	0
17c	Créd var_ Ver kred	Détachés aux zones de police locales (INCO GPI 39 inclus)	Détachés aux zones de police locales (INCO GPI 39 inclus)	3.976	0	0	0	0	0	0	0	0	3.976	0	0	0	0	0	3.976
17d	Fd prest (avec mét. Inco GPI39)	Fed pol terra	Fed pol terra	21.098	0	0	0	0	0	0	0	0	21.098	0	0	0	0	0	21.098
17e	Fed pol terra	Fed pol terra	Fed pol terra	0	0	0	0	8.325	0	0	0	0	8.325	0	0	0	0	0	8.325
4. Total van de Federatie politie / Total Police fédérale				873.918	0	0	0	72.195	0	0	0	0	1.008.082	0	0	0	0	0	981.263
5. Défense / Défense				77.555	0	0	0	3.500	0	0	0	0	81.055	0	0	0	0	0	81.055
16a	BurPes-PersCiv	Personnel civil	Personnel civil	1.434.149	0	0	0	0	0	0	0	0	1.434.149	0	0	0	0	0	1.434.149
16b	Mil	Militaires	Militaires	2.119	0	0	0	0	0	0	0	0	2.119	0	0	0	0	0	2.119
16c	Def-Det	Def-Détachement famille royale	Def-Détachement familialité royale	17.052	0	0	0	0	0	0	0	0	17.052	0	0	0	0	0	17.052
16d	Def-Det	Def-Détachement primes (1248-1259)	Def-Détachement - primes (1248-1259)	1.530.875	0	0	0	3.500	0	0	0	0	1.534.375	0	0	0	0	0	1.534.375
5. Total van Defensie / Total Défense				1.530.875	0	0	0	3.500	0	0	0	0	1.534.375	0	0	0	0	0	1.534.375

Légende:

[1] Base de calcul : CB 2018 = circulaire 665bis ou 2019 sans nouvelles initiatives pour les groupes 2 et 3
 [2] Dérégulations aux crédits provisoires 2019 en année pleine :
 - 12.12 : 9.699 k€ : Conseil des Ministres du 30/09/2018 et du 04/05/2018 : remplacement 1 pour 1 des magistrats et du personnel judiciaire : 3e tranche de crédits provisoires ;
 - 12.24 vers 17.10 : transfert Corps de sécurité Justice vers Police : 18.056 k€ et 1.114 k€ sur les droits de tirage sur la provision "lutte contre le terrorisme" ;
 - suppression du seca « Centres fédéraux de compétences pour la sécurité civile » Enveloppe 13.01 : 317 k€ ;
 - suppression du seca « Mémento royale » Enveloppe 18.01 : 750 k€ ;
 - 13.06 : 3.078 k€ et 13.07 : 1.352 k€ : one shot personnel réforme sécurité civile ;
 - 23.01 : réforme des services d'inspection sociale (Conseil des Ministres du 01/06/2018) : 3e tranche de crédits provisoires : 853 k€ ;
 - Transfert personnel de 24.01 Enveloppe Sécurité sociale (DG Indépendants et victimes de guerre) vers IPSS : -3.161 k€ ;
 - 25.21 Fonds de la santé animale : vu la reprise des fonds de l'AFSCA par le SPF, inscription de 3/12e des crédits prévus en 2019 : 204 k€ ;
 - 33.01 : correction diminution one shot 2018 vers SNCB : 1.923 k€ (Conseil des Ministres du 30/09/2018 uniquement pour 2018) ;
 - 17.10 : 13.265 k€ : Conseil des Ministres du 30/09/2018 et du 04/05/2018 : remplacement 2 pour 1 des agents opérationnels (Opj) : 3e tranche de crédits provisoires ;
 [3] Provision lutte contre le terrorisme 2019 ;
 [4] Provision actions stratégiques 2019 - CMR du 09/04/2015 (A38), 20/10/2016 (A31), 26/07/2017 (A2), 30/09/2018 (A33), 26/07/2018 (A2) ;
 [5] Limite d'engagement 2019 = [3] + [2] + [3] + [4] ;
 [6] Besoins 2020 : Autres :
 - 13.06 : - 1.545 k€ et 13.07 : 955 k€ : one shot personnel réforme sécurité civile : diminution en 2020 ;
 - 13.23 : - 18 k€ et 44.10 : - 356 k€ : diminution de recettes ;
 - 17.11 : NAVAP : financement prévu de 2016 à 2019 : - 16.685 k€ ;
 [7] Provision lutte contre le terrorisme 2020 ;
 [8] Provision actions stratégiques 2020 - CMR du 09/04/2015 (A38), 20/10/2016 (A31), 26/07/2017 (A2), 30/09/2018 (A33), 26/07/2018 (A2) ;
 [9] Limite d'engagement 2020 = [5] + [6] + [7] + [8]

Contact :
 groep / groupe 1,3 A,1.3 : budget_begroting@bosa.fgov.be
 groep / groupe 2 : rapportbudget@bosa.fgov.be